

Veillez remplir l'ensemble des champs suivants sur la base des éléments certifiés par le tiers de confiance :

- Taux de pertes de volumes (tel que défini au I de l'article premier de l'arrêté pris en application du décret n° 2021-1074 du 12 août 2021 précité) :

_____ %

- Marge brute de l'année de référence (telle que définie au I de l'article premier de l'arrêté pris en application du décret n° 2021-1074 du 12 août 2021 précité) :

_____ euros

MENTIONS LÉGALES

La loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'applique aux réponses faites sur ce formulaire. Elle garantit un droit d'accès et de rectifications pour les données à caractère personnel vous concernant auprès de l'organisme qui traite votre demande.

LISTE DES PIÈCES JUSTIFICATIVES À JOINDRE À VOTRE DEMANDE

Pièces	Obligatoire/facultatif	Pièce jointe
Exemplaire original de cette demande d'aide dûment complété, daté et signé par le demandeur	Obligatoire	<input type="checkbox"/>
Extrait K-BIS et, le cas échéant, un justificatif d'inscription au casier viticole informatisé ou un justificatif de la reconnaissance de l'organisation de producteurs	Obligatoire	<input type="checkbox"/>
Relevé d'identité bancaire (RIB) du demandeur	Obligatoire	<input type="checkbox"/>
Tout document certifié par un tiers de confiance (commissaire au compte, expert-comptable ou centre de gestion agréé) présentant les informations permettant d'établir l'éligibilité de l'entreprise à l'avance remboursable	Obligatoire	<input type="checkbox"/>
Attestation sur l'honneur signée par le demandeur déclarant que les plafonds applicables aux aides attribuées dans le cadre du régime de minimis sont bien respectés	Obligatoire	<input type="checkbox"/>

Je soussigné (prénom et nom) : _____

- certifie avoir pouvoir pour représenter le demandeur dans le cadre de la présente formalité ;
- certifie l'exactitude de l'ensemble des informations fournies dans le présent formulaire et les pièces jointes et atteste avoir pris connaissance de la notice explicative du présent formulaire ;
- certifie que le demandeur ne fait pas l'objet d'une procédure collective d'insolvabilité (procédure de sauvegarde, de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire).

Je demande à bénéficier d'une aide, sous forme d'avance remboursable à taux zéro entre le moment d'attribution d'avance et son remboursement.

Je m'engage sous réserve de l'attribution de l'aide :

- à informer la DDT(M) de toute modification de ma situation, de la raison sociale de ma structure, de mes engagements ;
- à accepter l'ensemble des contrôles relatifs à cette demande d'aide, à y contribuer et à faciliter leur mise en œuvre.

J'autorise, le cas échéant, le recouvrement du montant reçu au titre de la présente avance, par compensation automatique lors du versement des indemnités qui me seront dues suite au gel du 4 au 14 avril 2021. Je m'engage à rembourser au plus tard le 1^{er} mars 2022 tout montant éventuel d'avance non remboursé après application de la compensation automatique décrite au point précédent.

Je suis informé qu'en cas d'irrégularité ou de non-respect de mes engagements, le remboursement des sommes perçues sera exigé, majoré d'intérêts de retard et éventuellement de pénalités financières, sans exclure d'autres poursuites et sanctions prévues par les textes en vigueur.

Je suis informé que l'aide correspondant à la prise en charge par l'État des intérêts de l'avance relève du régime « de minimis », conformément au règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis, modifié par le règlement (UE) n° 2020/972 de la Commission du 2 juillet 2020.

Si *de minimis* entreprise :

J'atteste sur l'honneur que le montant que j'ai reçu, et/ou demandé mais pas encore reçu, au cours de l'exercice fiscal en cours et des deux exercices fiscaux précédents au titre des aides dites « de minimis » entreprise (en référence au règlement (UE) susmentionné), augmenté de 1,975 % du montant de l'avance que je sollicite par la présente demande ne dépasse pas 200 000 euros par entreprise unique.

J'atteste sur l'honneur que les montants cumulés que j'ai reçus, et/ou demandés mais pas encore reçus, au cours de l'exercice fiscal en cours et des deux exercices fiscaux précédents au titre des aides « de minimis » (« agricole », « pêche », « entreprises » ou « SIEG »), augmentés de 1,975 % du montant de l'avance que je sollicite par la présente demande ne dépassent pas les plafonds cumulatifs par entreprise unique correspondants aux régimes susmentionnés.

Si *de minimis* agricole :

J'atteste sur l'honneur que le montant que j'ai reçu, et/ou demandé mais pas encore reçu, au cours de l'exercice fiscal en cours et des deux exercices fiscaux précédents au titre des aides dites « de minimis » agricole (en référence au règlement (UE) n° 1408/2013 modifié par le règlement 2019/316), augmenté de 1,975 % du montant de l'avance que je sollicite par la présente demande ne dépasse pas 20 000 euros par entreprise unique.

J'atteste sur l'honneur que les montants cumulés que j'ai reçus, et/ou demandés mais pas encore reçus, au cours de l'exercice fiscal en cours et des deux exercices fiscaux précédents au titre des aides « de minimis » (« agricole », « pêche », « entreprises » ou « SIEG ») augmentés de 1,975 % du montant de l'avance que je sollicite par la présente demande ne dépassent pas les plafonds cumulatifs par entreprise unique correspondants aux régimes susmentionnés.

Je m'engage à conserver ou fournir tout document permettant de vérifier l'exactitude de la présente déclaration, demandé par l'autorité compétente, pendant 10 exercices fiscaux à compter de la date d'octroi de l'aide demandée dans le présent formulaire.

Fait le ____/____/____

Signature, cachet (le cas échéant) :